



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Akai

Question au Gouvernement n° 2130

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Louis Mexandeau.

M. Louis Mexandeau. Ma question s'adresse au ministre de l'industrie. L'usine Akai de Honfleur, qui a compte plus de 700 salariés, est à la dérive. Elle a connu trois propriétaires successifs en trois mois. Aujourd'hui, les 312 salariés n'ont toujours pas perçu leurs salaires de décembre.

Ne ricanez pas, messieurs de la droite ! Après avoir accepté de voir leurs salaires amputés de 20, 30 ou 40 %, ils ne sont plus payés, c'est honteux ! A Honfleur aujourd'hui, en dépit des apparences, c'est la misère ! Voilà la réalité sociale de cette petite ville ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Ce drame économique et social survient dans le bassin d'emploi du pays d'Auge totalement sinistre, puisque 2 000 emplois ont déjà été supprimés à Lisieux.

Ma question au Gouvernement est triple. Premièrement, les pouvoirs publics vont-ils intervenir pour que les salaires soient payés immédiatement ? Deuxièmement, le Gouvernement va-t-il classer le pays d'Auge en zone de conversion ? Troisièmement, d'une manière générale, au lieu de continuer à bavarder sur l'aménagement du territoire, le Gouvernement va-t-il enfin porter son attention sur le Grand Ouest ravagé par les suppressions d'emplois ?

M. le président. Merci, monsieur Mexandeau !

M. Louis Mexandeau. Va-t-il enfin entendre notre cri : justice pour l'Ouest ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Monsieur le député, c'est vrai, la société Akai Electric France est dans une très grave difficulté. Société japonaise, elle a été vendue à un holding installé à Hong-kong, qui emploie douze personnes et manie des capitaux importants. Ce même holding l'a revendue à une autre entreprise dont les dirigeants sont installés à Taiwan.

Aujourd'hui, on est dans une situation où plus personne ne sait d'où viennent les capitaux et qui est responsable de l'entreprise. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme Frédérique Bredin. C'est grave !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. C'est ensuite un désastre économique. La société, qui faisait 640 millions de francs de chiffre d'affaires, a, en 1996, perdu 50 millions de francs. Elle a 190 millions de dettes, dont 50 millions envers des fournisseurs qui, bien évidemment, ne continuent pas à la fournir. Face à ce vide juridique et financier, le dépôt de bilan a eu lieu hier. L'instance judiciaire, qui est saisie, nous permettra d'y voir plus clair sur la propriété et les responsabilités. Le ministère de l'industrie aidera les salariés à défendre leurs droits.

S'agissant du pays d'Auge, je suis allée, à l'invitation d'André Fanton, sur le terrain voir ce qui pouvait être fait. Nicole Ameline est venue m'en parler la semaine dernière et nous nous sommes engagés dans deux directions. Premièrement, le ministère de l'industrie défendra le classement du pays d'Auge pour qu'il puisse avoir accès à l'aide à la reconversion.

Deuxièmement, d'ici à la fin du mois de janvier, je réunirai au ministère de l'industrie l'État, la région, le département et les parlementaires concernés pour chercher les moyens à mobiliser et les procédures à mettre en place pour aider à la reconversion du pays d'Auge. (Applaudissements sur les bancs du groupe du

Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

## Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Louis Mexandeu.

M. Louis Mexandeu. Ma question s'adresse au ministre de l'industrie. L'usine Akai de Honfleur, qui a compte plus de 700 salaries, est a la derive. Elle a connu trois proprietaires successifs en trois mois. Aujourd'hui, les 312 salaries n'ont toujours pas percu leurs salaires de decembre.

Ne ricanez pas, messieurs de la droite ! Apres avoir accepte de voir leurs salaires amputes de 20, 30 ou 40 %, ils ne sont plus payes, c'est honteux ! A Honfleur aujourd'hui, en depit des apparences, c'est la misere ! Voila la realite sociale de cette petite ville ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Ce drame economique et social survient dans le bassin d'emploi du pays d'Auge totalement sinistre, puisque 2 000 emplois ont deja ete supprimes a Lisieux.

Ma question au Gouvernement est triple. Premierement, les pouvoirs publics vont-ils intervenir pour que les salaires soient payes immediatement ? Deuxiemement, le Gouvernement va-t-il classer le pays d'Auge en zone de conversion ? Troisiemement, d'une maniere generale, au lieu de continuer a bavarder sur l'amenagement du territoire, le Gouvernement va-t-il enfin porter son attention sur le Grand Ouest ravage par les suppressions d'emplois ?

M. le president. Merci, monsieur Mexandeu !

M. Louis Mexandeu. Va-t-il enfin entendre notre cri: justice pour l'Ouest ?

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications.

M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. Monsieur le depute, c'est vrai, la societe Akai Electric France est dans une tres grave difficulte. Societe japonaise, elle a ete vendue a un holding installe a Hong-kong, qui emploie douze personnes et manie des capitaux importants. Ce meme holding l'a revendue a une autre entreprise dont les dirigeants sont installes a Taiwan.

Aujourd'hui, on est dans une situation ou plus personne ne sait d'ou viennent les capitaux et qui est responsable de l'entreprise. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme Frederique Bredin. C'est grave !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des telecommunications. C'est ensuite un desastre economique. La societe, qui faisait 640 millions de francs de chiffre d'affaires, a, en 1996, perdu 50 millions de francs. Elle a 190 millions de dettes, dont 50 millions envers des fournisseurs qui, bien evidemment, ne continuent pas a la fournir. Face a ce vide juridique et financier, le depot de bilan a eu lieu hier. L'instance judiciaire, qui est saisie, nous permettra d'y voir plus clair sur la propriete et les responsabilites. Le ministere de l'industrie aidera les salaries a defendre leurs droits.

S'agissant du pays d'Auge, je suis alle, a l'invitation d'Andre Fanton, sur le terrain voir ce qui pouvait etre fait. Nicole Ameline est venue m'en parler la semaine derniere et nous nous sommes engages dans deux directions. Premierement, le ministere de l'industrie defendra le classement du pays d'Auge pour qu'il puisse avoir acces a l'aide a la reconversion.

Deuxiemement, d'ici a la fin du mois de janvier, je reunirai au ministere de l'industrie l'Etat, la region, le departement et les parlementaires concernes pour chercher les moyens a mobiliser et les procedures a mettre en place pour aider a la reconversion du pays d'Auge. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Mexandeu Louis](#)

**Circonscription :** - SOC

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2130

**Rubrique :** Materiels electriques et electroniques

**Ministère interrogé :** industrie, poste et télécommunications

**Ministère attributaire :** industrie, poste et télécommunications

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 janvier 1997, page 138

**Réponse publiée le** : 16 janvier 1997, page 138

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 janvier 1997